

**Cybersécurité - Réponse de M.  
Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international, à une  
question à l'Assemblée nationale**  
(Paris, 15 février 2017)

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous avez parfaitement raison d'évoquer ce point essentiel. Après ce qui s'est passé aux États-Unis, il est en effet de notre responsabilité de prendre toutes les mesures pour que l'intégrité de notre processus démocratique soit pleinement respectée, c'est la volonté du gouvernement.

Je l'affirme haut et fort : la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État est un principe cardinal de la vie internationale. Nous n'accepterons pas quelle qu'ingérence que ce soit dans notre processus électoral, pas plus de la Russie d'ailleurs que de tout autre État. Il en va de notre démocratie, il en va de notre souveraineté, il en va de notre indépendance nationale.

Que faire ? Il faut d'abord être vigilant sur tout ce qui relève de la désinformation des organes de presse qui sont parfois étroitement liés à des États tiers. Ensuite, il faut faire clairement connaître les limites à ceux qui seraient tentés de porter atteinte à ce principe de la non-ingérence, y compris en prenant des mesures de rétorsion lorsque cela est nécessaire. Car, aucun État étranger ne peut influencer le choix des Français, aucun État étranger ne peut choisir le futur président de la République. Je serais d'ailleurs tout à fait intéressé à ce que certains candidats ou certaines candidates qui se voient assurer d'une préférence, en particulier d'un pays que l'on connaît bien, la Russie, se révoltent contre ce type d'influence.

Je ne les ai pas entendus. La position du gouvernement est claire, et concernant le conseil de défense, nous l'avons évoqué ce matin, mais c'est la semaine prochaine que nous consacrerons une séance exceptionnelle pour renforcer les mesures qui sont déjà prises contre les cyber attaques.

L'agence nationale de sécurité est à la disposition des partis politiques et des candidats pour les conseiller, nous prendrons d'autres mesures que nous annoncerons pour garantir l'intégrité de

cette consultation populaire./.